Bonjour Messieurs,

Suite à l'audio conférence du 14 avril dernier, nous avons pris note du protocole prévu par la DGFIP quant au recrutement, à la formation, à la titularisation et aux 1^{res} affectations des stagiaires pour les mois à venir.

Vous comprendrez aisément, que durant l'heure consacrée à ce vaste sujet, la CGT Finances Publiques n'a pas pu vous faire remonter tous les problèmes rencontrés par les stagiaires et les lauréats des concours qui doivent rentrer en formation dans les écoles de l'ENFiP prochainement.

Vous admettez également, que nous n'avons pas pu développer toutes les revendications que nous portons quant à l'installation des IS et CS d'une part et la scolarité des C, des Pactes et des LEP /LA d'autre part.

C'est pourquoi, nous vous adressons ce courrier pour essayer, dans cette période difficile pour tout le monde, de trouver les solutions les plus favorables à l'ensemble des collègues.

En préambule, parce que tout n'est pas noir, nous sommes satisfaits que l'administration ait fait le choix de ne pas faire passer les dernières épreuves aux IS et CS ce qui aurait rajouté du stress au stress (les stagiaires se posant beaucoup de questions depuis un mois maintenant).

Toutefois au vu des décisions prises il est urgent que les stagiaires aient connaissance de l'intégralité de leurs notes, la 3^e évaluation des B stagiaires n'ayant pas été communiquée à ce jour, des copies étant bloquées à Noisy le Grand.

Concernant les stages à venir, tant pour les IS que pour les CS le dispositif retenu par l'administration ne nous satisfait pas. Il ne tient pas compte de la situation liée au confinement/déconfinement progressif annoncé.

Les agences immobilières sont toutes fermées ainsi que les sociétés de déménagement. Qui peut penser aujourd'hui que le 12 mai au matin leur activité va reprendre comme si de rien n'était et que ces sociétés vont pouvoir répondre du jour au lendemain aux besoins de nos stagiaires ?

Nous le subissons aussi : actuellement l'ENFiP ne sait pas comment organiser la restitution des logements que les stagiaires occupaient pendant leur scolarité, ni d'ailleurs leur matériel informatique, ni les badges d'accès aux bâtiments et aux cantines.

Partant de ce constat, des stagiaires vont se retrouver dans l'impossibilité de rejoindre leur poste de 1^{ere} affectation faute de logement et de déménageur et ce n'est pas une tolérance de quelques jours qui réglera le problème.

Des stagiaires apportent leur soutien à leurs proches «personnes à risque» (qui ne seront pas déconfinés au 11 mai) et sont affectés sur une direction différente du lieu de résidence qui nécessite la aussi un déménagement, qui va prendre en charge leurs proches ?

Des stagiaires sont eux même personnes à risques, leur déconfinement ne pourra semble-t-il pas avoir lieu le 11 Mai, qu'en est il de la poursuite de leur cycle de formation ?

Des stagiaires d'Ile De France devront supporter de longs trajets en transport en commun, s'exposant inutilement au virus, alors même que des services identiques sont situés au

plus proche de chez eux. Il en est de même pour celles et ceux qui sont affectés dans les régions les plus touchées.

Des stagiaires originaires des DOM sont confinés sur leur Ile depuis mi-mars. Comment vont-ils rentrer en métropole pour suivre leur stage (faute de liaisons aériennes notamment) ?

Pour la CGT Finances Publiques, l'administration doit faire preuve de tolérance et tenir compte des situations individuelles des stagiaires : en clair ceux qui ne pourraient rejoindre leur direction de 1ere affectation ou qui s'exposeraient inutilement au virus, devraient être autorisés à faire leur stage sur la direction qui leur convient (en cohérence avec leur situation personnelle).

Dans cette période (qui risque de durer cf allocution du président de la république) Il est impératif que la solution la plus adaptée et la plus favorable aux stagiaires soit retenue.

Concernant le stage probatoire des IS, au vu de la «désorganisation» des services liée à la crise sanitaire, estimant que les conditions notamment en matière de collectifs de travail ne sont pas réunies pour son application, nous en demandons sa suspension pour cette promotion.

Pour la scolarité des C stagiaires, si nous saluons le recrutement maintenu au 18 mai, de nombreuses inconnues subsistent.

Où en sommes nous du processus de 1ere affectation?

Donnez-vous leur projet de première affectation à la date initialement prévue?

Qu'en est il de l'appel de la liste complémentaire du concours externe d'une part pour combler le non appel de la totalité de la liste principale du concours interne et d'autre part pour combler les postes vacants en catégorie C?

Nous vous l'avons déjà fait savoir, mais nous tenons à vous le rappeler, nous revendiquons la tenue de CAP Nationales et locales d'affectation pour les 1eres affectations des concours B et C.

Ceci étant posé, pour la CGT Finances Publiques, de nombreuses questions subsistent quant à l'organisation de leur accueil dans les ENFiP à partir du 2 juin prochain et pour les LEP/LA 15 jours plus tard. Nous vous les livrons en bloc.

Comment va se dérouler l'accueil et notamment nous concernant la place réservée aux organisations syndicales ? Pourrons nous procéder à des distributions ? Tenir des stands ? Nous présenter en amphithéâtre ?

Vos avez indiqué qu'ils seraient répartis dans toutes les écoles, nous souhaitons connaître la volumétrie par école, le nombre de chargés d'enseignement consacré à cette mission, la volumétrie par salle de classe et la déclinaison des gestes barrières ?

Les écoles seront-elles nettoyées avant l'arrivée des stagiaires ? Quelles mesures de nettoyage seront mises en place durant la scolarité quelle sera leur fréquence ?

Concernant le logement et la restauration collective nous vous demandons aussi quel

dispositif est prévu. Par exemple, le parc hôtelier de Nevers sera-t'il ouvert ? les logements de Noisiel et St Mandé seront-ils mis à leur disposition et auront-ils été désinfectés?

Enfin, nous vous demandons à nouveau de porter une attention particulière aux lauréats originaires des DOM (une cinquantaine) qui si la situation du transport ne s'améliore pas vont rencontrer des difficultés pour rejoindre et s'installer en France.

La CGT Finances Publiques, exige pour tous les agents amenés à se rendre sur leur poste de travail la mise à disposition de tous les moyens utiles à leur intégrité sanitaire.

En tout état de cause, aucun agent ne doit être mis en danger sanitaire dans la réalisation de ses missions, par manque d'anticipation ou manque de protections concrètes.

Bien cordialement